



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-septième session

Rome, 17-22 octobre 2011

Point VI

RÉSULTATS DE LA TABLE RONDE CHARGÉE D'EXAMINER LES MÉTHODES D'ESTIMATION DU NOMBRE DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM (FAO, 12-13 septembre 2011)

Sommaire

	Paragraphes
I. GÉNÉRALITÉS	1 – 16
Séance 1: La sécurité alimentaire, problème multidimensionnel dans le contexte économique général	2 – 8
Séance 2: Évaluer les carences alimentaires – Indicateurs clés, champ d'étude, limites et nécessité d'améliorer les indicateurs existants	9 – 10
Séance 3: Renforcement des capacités et rôle fondamental des pays	11 – 14
Séance 4: Mesurer la faim – Conditions nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des éléments concrets	15 – 16

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur Internet, à l'adresse <http://www.fao.org/cfs/accueil-de-la-csa/fr/>.

Questions portées à l'attention du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA):

Le Comité a pris connaissance avec un vif intérêt du rapport de la table ronde sur le suivi de la sécurité alimentaire ainsi que des conclusions et recommandations essentielles qu'il contient. Plus particulièrement, le Comité:

- approuve la proposition visant à créer une série d'indicateurs de base de la sécurité alimentaire et le processus d'élaboration de ces indicateurs tel qu'il est décrit dans le document, y compris la mise au point, l'adoption et la promotion de normes acceptées au niveau international;
- recommande fortement à la FAO d'améliorer son mode de mesure de la sous-alimentation, en s'attachant en particulier à affiner les données et les paramètres d'évaluation employés;
- encourage vivement la FAO et les autres organisations intéressées à accroître leurs efforts de renforcement des capacités afin d'améliorer à la fois les statistiques alimentaires et agricoles de base et des systèmes spécifiques de suivi de la sécurité alimentaire;
- appelle instamment les pays à renforcer leurs systèmes nationaux d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- souligne qu'il est nécessaire de mieux intégrer toutes les mesures liées aux informations relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition à tous les niveaux et encourage la mobilisation de ressources à cette fin;
- recommande d'intensifier le dialogue entre les responsables politiques, les instituts de statistique et les fournisseurs de données afin de mieux cerner les besoins en matière d'informations utiles pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques de sécurité alimentaire et de faire en sorte que les informations fournies soient en adéquation avec ces besoins;
- demande à son Secrétariat de lui faire rapport en session plénière sur la suite donnée aux recommandations formulées; le Bureau du Comité, en concertation avec le Secrétariat et le Groupe consultatif, fixera le calendrier et les modalités de présentation de ce rapport, en tenant compte du programme de travail du Comité et des ressources disponibles.

I. GÉNÉRALITÉS

1. Suite à la demande formulée par le CSA à sa trente-sixième session, une table ronde a été organisée pour examiner les méthodes permettant de «mesurer la faim». Les débats se sont déroulés les 12 et 13 septembre 2011 au Siège de la FAO et se sont articulés autour de quatre séances ayant pour objectif global: i) d'examiner la méthode employée par la FAO pour mesurer la sous-alimentation; ii) d'étudier les avantages d'autres méthodes pour l'évaluation de la sécurité alimentaire; iii) de passer en revue les différentes possibilités s'offrant aux pays et aux institutions pour collecter et fournir de meilleures données en vue de mesurer la sécurité alimentaire et de les inviter à s'engager dans cette voie; iv) de recenser, au travers d'un dialogue direct avec les responsables politiques, les besoins en matière de données et d'informations afin que les politiques relatives à la sécurité alimentaire soient plus efficaces et davantage basées sur des éléments concrets. La présente note résume les principales conclusions de ces quatre séances.

Séance 1: La sécurité alimentaire, problème multidimensionnel dans le contexte économique général

2. Les débats de la première séance étaient axés sur le problème de la sécurité alimentaire dans son aspect complexe et multidimensionnel. Les participants ont souligné la nature multidimensionnelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition et ont conclu qu'aucun indicateur unique ne pouvait refléter de manière exhaustive toutes les dimensions de ces domaines. C'est pourquoi les besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition doivent être suivis pour toutes ces dimensions et à tous les niveaux possibles. Par exemple, les indicateurs de l'insécurité alimentaire chronique en vigueur à l'échelon national, qui se fondent sur les carences énergétiques, doivent être complétés par des indicateurs axés sur d'autres dimensions nutritionnelles importantes comme l'équilibre entre les oligo-éléments, l'adéquation des oligo-éléments et les apports énergétiques excessifs. En outre, il convient d'étendre le suivi de l'insécurité alimentaire sur les plans géographique et temporel en prenant en considération les situations d'insécurité alimentaire à long et court termes aux niveaux national et sous-national.

3. Bien que de nombreuses institutions et organisations aient fourni des indicateurs par le passé, l'absence de coordination et d'accord efficaces en ce qui concerne les méthodes employées a conduit à une situation de grande insuffisance.

4. Un consensus s'est fait jour lors de la table ronde: il porte sur la nécessité d'établir une série d'indicateurs valables en nombre limité, qui soient définis de manière appropriée et largement acceptés, pour aider les institutions nationales et les organisations internationales à assurer le suivi de la sécurité alimentaire et à étayer les interventions politiques. Plus particulièrement:

- il est essentiel de créer une série d'indicateurs;
- cette série doit être basée sur un groupe de mesures de base que tous les pays, organisations internationales et autres parties intéressées rationaliseraient dans le cadre de leurs efforts de collecte de données;
- la série d'indicateurs de base doit orienter efficacement l'élaboration de politiques et les actions, tout en permettant des comparaisons entre pays et dans le temps;
- elle doit établir un équilibre entre l'exhaustivité et la disponibilité de données auxquelles tous les pays peuvent avoir accès et qu'ils peuvent incorporer;
- des méthodologies communes doivent être mises en place pour la collecte et le traitement d'informations, notamment l'adoption d'une terminologie ou d'un glossaire commun des termes liés à la sécurité alimentaire;
- une plateforme doit être mise en place pour diffuser la série d'indicateurs.

5. Des recommandations ont également été formulées au sujet du processus conduisant à l'élaboration et à la production durable d'une série d'indicateurs de base. Il s'agit notamment de savoir comment créer ou améliorer la base essentielle de mesure de la sécurité alimentaire, établir la série d'indicateurs envisagée et veiller à une coordination efficace entre les pays et les institutions afin de produire de manière durable la série d'indicateurs en question. Ce processus doit:

- renforcer la coordination entre les organisations internationales;
- faire appel aux pays pour la mise en place de normes statistiques convenues qui permettront une comparabilité au niveau international;
- établir une répartition des tâches entre les différents acteurs;
- veiller à une transparence totale et instaurer une procédure d'examen scientifique pour toutes les informations pertinentes ayant trait à la sécurité alimentaire et à la nutrition qui entrent dans la série d'indicateurs;
- prévoir que la FAO et ses partenaires feront rapport sur l'état d'avancement de la série d'indicateurs de base au Comité lors de sa trente-huitième session, en 2013.

6. Un groupe technique, dirigé par la Division de la statistique de la FAO, sera établi. Il sera chargé d'élaborer une proposition concernant une série d'indicateurs de base de la sécurité alimentaire,

qui sera soumise pour examen et approbation à la Commission de statistique de l'ECOSOC. Les principaux producteurs de données seront invités à participer au groupe technique pour veiller à l'intégration des indicateurs de base dans tous les grands programmes existants qui concernent la collecte de données liées à la sécurité alimentaire¹ et à repérer les synergies et les gains rapides qui ont trait à la production de la série d'indicateurs de base. Un document détaillant le mandat du groupe technique sera rédigé par la FAO et transmis à tous les partenaires concernés.

7. Une consultation sera engagée auprès des instituts nationaux de statistique afin de faire en sorte que les pays adhèrent au processus et y apportent leur appui. Les résultats de cette consultation seront réunis dans un document qui sera débattu et éventuellement approuvé par la Commission de statistique.

8. Les participants ont aussi souligné que, les pays jouant un rôle pivot dans la fourniture des données de base qui servent au calcul des indicateurs, les ressources nécessaires aux systèmes statistiques ou d'information sur la sécurité alimentaire au niveau national devaient être mises à disposition afin d'améliorer la qualité et la fiabilité de ces données. Les initiatives de renforcement des capacités doivent promouvoir et encourager l'établissement de systèmes d'information nationaux et transparents.

Séance 2: Évaluer les carences alimentaires – Indicateurs clés, champ d'étude, limites et nécessité d'améliorer les indicateurs existants

9. L'objectif essentiel de la deuxième séance était de déterminer la validité de l'indicateur de la sous-alimentation utilisé par la FAO et d'étudier des moyens d'améliorer sa précision et sa pertinence en matière de politiques. Les participants sont convenus que la méthodologie en vigueur actuellement au sein de l'Organisation pour calculer la prévalence de la faim chronique en se basant sur les calories absorbées était pertinente d'un point de vue statistique. Cependant, la précision de la mesure peut être sensiblement améliorée. À cet effet, les données et paramètres à prendre en compte doivent être actualisés et améliorés et certaines hypothèses de modélisation doivent être revues. Plus particulièrement:

- a) l'utilisation des enquêtes auprès des ménages représentatifs à l'échelle nationale doit être étendue; il a été souligné que ces enquêtes étaient une source de données indispensable pour obtenir des informations sur l'accès à l'alimentation; ces informations doivent être pleinement exploitées pour vérifier la quantité et la composition des disponibilités alimentaires nationales déterminées grâce à l'élaboration de bilans alimentaires et, surtout, pour actualiser les estimations de la répartition de l'accès aux calories alimentaires dans la population;
- b) la qualité des bilans alimentaires doit être grandement améliorée. À cet effet, il convient:
 - d'estimer plus précisément les différentes composantes des bilans alimentaires, en particulier l'utilisation des aliments pour animaux, les déchets et les pertes aux diverses étapes de la filière de transformation et de distribution, le niveau et l'évolution des stocks;
 - d'actualiser régulièrement tous les facteurs de conversion qui permettent d'estimer les apports énergétiques alimentaires, à commencer par les informations sur les disponibilités alimentaires aux niveaux des bilans alimentaires et des ménages; les facteurs de conversion doivent être spécifiques à chaque pays et traduire les caractéristiques pertinentes de la production, de la transformation et de l'utilisation des aliments;
 - d'améliorer la ponctualité des données des bilans alimentaires communiquées;
 - diversifier le contenu des bilans alimentaires, notamment en y intégrant d'autres informations pertinentes pour évaluer la qualité de l'alimentation, comme les apports en oligo-éléments.

¹ Comme les enquêtes démographiques et sanitaires, les enquêtes par grappes à indicateurs multiples, les études sur la mesure des niveaux de vie et l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, entre autres.

- c) la mise en œuvre du modèle statistique pour l'estimation de la prévalence de la sous-alimentation doit être améliorée; une analyse critique de la répartition des disponibilités alimentaires fondée sur des données récentes concernant l'accès réel aux denrées et leur utilisation véritable doit être réalisée afin de remplacer à terme la fonction log-normale utilisée actuellement par des solutions plus flexibles et mieux adaptées;
- d) un examen de tous les autres paramètres servant à calculer la prévalence de la sous-alimentation, y compris la prise en compte des besoins énergétiques et de l'activité physique, en exploitant pleinement les informations disponibles sur la démographie et les niveaux d'activité physique spécifiques à chaque pays.

10. Trois domaines principaux de collaboration avec les États Membres et des organisations internationales ont été définis comme directement pertinents pour l'amélioration substantielle des activités actuelles de la FAO concernant la mesure de l'insécurité alimentaire:

- a) promouvoir et encourager une collaboration plus étroite avec les pays et leurs instituts de statistique pour améliorer les données de base nécessaires aussi bien à l'élaboration des bilans alimentaires qu'aux méthodes améliorées et normalisées de traitement des enquêtes auprès des ménages représentatifs à l'échelle nationale;
- b) réaliser davantage d'enquêtes auprès des ménages représentatifs à l'échelle nationale qui mesurent les *quantités* d'aliments consommées (plutôt que les dépenses alimentaires); les informations doivent inclure des indications sur le type et la quantité de denrées alimentaires consommées à l'extérieur du foyer et fournies au titre de paiement en nature ou de cadeau; idéalement, les enquêtes devraient être «intégrées» et fournir des informations anthropométriques et sanitaires qui soient directement liées à la situation nutritionnelle des ménages; ainsi, des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition et des informations sur les facteurs ou causes sous-jacents peuvent être déduites de la même enquête, ce qui assure une plus grande cohérence; il est entendu que la mise en œuvre de ce processus prend beaucoup de temps et qu'il peut falloir entre cinq et dix ans pour rassembler et compiler de telles informations pour un large éventail de pays, mais il ne fait aucun doute non plus que ce processus doit être amorcé sans délai;
- c) conclure et renforcer des partenariats internationaux visant à améliorer les informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition collectées grâce aux enquêtes auprès des ménages représentatifs à l'échelle nationale et à élargir leur couverture, en gardant à l'esprit que les ressources nécessaires pour ce faire dépassent celles dont disposent en propre les organisations, quelles qu'elles soient.

Séance 3: Renforcement des capacités et rôle fondamental des pays

11. Le principal objectif de la troisième séance était de comprendre le rôle fondamental des pays et de leurs institutions et de les intégrer pleinement dans le processus de mesure de la sécurité alimentaire.

12. L'importance des efforts de renforcement des capacités encourageant l'appropriation par les pays des méthodes et procédures pour le suivi de la sécurité alimentaire a été mise en évidence dès le début de la table ronde. Il a été précisé que seuls les pays eux-mêmes pouvaient fournir de meilleurs données et paramètres de base pour les différents indicateurs de l'insécurité alimentaire («des statistiques plus précises, plus spécifiques, plus pertinentes et plus opportunes»). La communauté internationale, en général, et la FAO, en particulier, se sont engagées dans ce processus au travers de nombreuses initiatives, dont plusieurs ont été mentionnées explicitement: i) la récente inauguration du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN) à Nairobi, ii) la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales, mise en œuvre conjointement par la Banque mondiale et l'ONU; iii) le programme CountryStat de la FAO, récemment élargi; iv) la Stratégie de la FAO en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN), par l'intermédiaire de laquelle le Programme alimentaire mondial (PAM) et la FAO coordonnent leurs efforts de suivi et de mesure de la sécurité alimentaire; v) le Système d'information sur les marchés agricoles, initiative qui doit être lancée par le G20 fin septembre 2011, à Rome.

13. Les invités et les participants ont approuvé les travaux en cours sur le renforcement des capacités au niveau national et recommandé que les capacités des pays de suivre la situation de la sécurité alimentaire à leur échelle soient développées rapidement et de manière substantielle. Ils ont cerné deux domaines principaux d'action urgente et essentielle, dans le cadre des travaux en cours pour les initiatives susmentionnées et au-delà.

- 1) Il convient d'améliorer les systèmes de données décrivant l'économie alimentaire de base d'un pays; surtout, cela englobe les travaux sur les bilans alimentaires et tous leurs facteurs constitutifs qui concernent les disponibilités. Les travaux en cours dans le contexte de CountryStat et de la Stratégie mondiale ont été considérés comme des contributions importantes à cet égard, mais il reste encore du chemin à parcourir. Il a été fait explicitement mention de la nécessité d'accroître le financement destiné à la Division de la statistique de la FAO de manière à fournir une assistance technique de base aux pays, de formuler des orientations méthodologiques et d'exercer une supervision dans ce domaine et, enfin, de contrôler la qualité des résultats obtenus. Il convient de renforcer les capacités normalisées fondées sur les pays afin de présenter une méthodologie concernant les bilans alimentaires, avec des coefficients techniques spécifiques aux pays, des définitions de produits, etc.
- 2) Le deuxième domaine d'action doit viser à améliorer les mesures directes de la sécurité alimentaire au niveau national. Une fois de plus, les efforts susmentionnés ont été pleinement approuvés mais il est nécessaire de poursuivre les travaux et d'investir davantage de ressources dans les domaines spécifiques à la sécurité alimentaire. L'une des recommandations indique qu'il est nécessaire de rationaliser le suivi de la sécurité alimentaire en vigueur actuellement dans différentes organisations internationales (PAM, Banque mondiale, FAO) et, surtout, de renforcer les capacités des pays de gérer leurs systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, qui sont le premier rempart contre les crises alimentaires. Des avantages considérables peuvent également être retirés de l'élaboration et de l'établissement de directives pour la mise en œuvre et le traitement des enquêtes auprès des ménages, ou encore de la conduite d'enquêtes intégrées qui permettent de collecter diverses informations pertinentes sur la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, santé, mesures anthropométriques) dans un cadre unique. Il est également nécessaire d'harmoniser les méthodes et les approches de collecte et d'analyse d'informations liées à la sécurité alimentaire pour éviter les doublons et de favoriser une prise de décision plus transparente, plus consensuelle et davantage fondée sur des éléments concrets.

14. Les participants ont également souligné la nécessité:

- 1) d'améliorer la communication, notamment parmi les institutions qui produisent des données et les décideurs et entre tous les fournisseurs d'informations ou de données, en vue d'améliorer l'échange de données et d'obtenir une plus grande transparence en ce qui concerne les méthodologies appliquées;
- 2) d'améliorer la diffusion des données et d'institutionnaliser le partage des résultats du suivi, des analyses politiques et de l'évaluation des capacités;
- 3) de mettre en avant les avantages de l'élaboration de politiques de sécurité alimentaire fondées sur des éléments concrets, en particulier auprès des intervenants qui ont autorité en matière de ressources et d'établissement de priorités, comme les ministères des finances et de la planification du développement.

Séance 4: Mesurer la faim – Conditions nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des éléments concrets

15. La quatrième et dernière séance visait à synthétiser les conclusions de l'ensemble des séances précédentes et à formuler des recommandations pour l'élaboration de politiques fondées sur des éléments concrets. Les conférenciers et les autres participants sont convenus que l'efficacité de l'appui aux politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dépendait en grande partie de la

qualité des informations et des données utilisées. L'absence de normes et d'accord sur les termes et les méthodes ne fait que s'ajouter à la difficulté que représente l'élaboration de politiques cohérentes, surtout compte tenu de la nature multisectorielle de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le calendrier est également crucial car les informations et les indicateurs doivent être fournis à des moments opportuns du processus de prise de décision.

16. Les recommandations principales allant dans le sens de l'élaboration de politiques davantage fondées sur des éléments concrets peuvent être résumées comme suit:

- a) communiquer aux responsables politiques une définition claire de la sécurité alimentaire et de ses ramifications;
- b) ne pas réduire à la mesure de la sous-alimentation le suivi de la faim pour l'élaboration de politiques;
- c) établir un groupe de mesures de base cohérentes avec les politiques menées en vue de la création d'une série d'indicateurs (un «tableau de bord» utile pour l'élaboration de politiques);
- d) créer la base d'informations (données et indicateurs) nécessaire pour la mise en œuvre concrète de politiques sur deux fronts; cela inclut les besoins en matière de données pour les investissements visant à améliorer les disponibilités alimentaires (production et productivité agricoles, infrastructures rurales, institutions, préservation des ressources naturelles, recherche et développement) mais aussi pour les dispositifs de protection de la production et de la consommation;
- e) estimer les coûts de la collecte et de l'analyse de données ainsi que les résultats attendus en termes de capacité de promouvoir et guider les politiques et se concentrer sur les actions qui promettent les bénéfices les plus importants;
- f) comprendre le processus de prise de décision de manière à ce que les informations fournies par les indicateurs principaux soient pertinentes et communiquées à des moments opportuns du processus de prise de décision;
- g) tirer parti des éventuelles contributions du secteur privé pour améliorer les données et les outils.